

Une vingtaine d'organisations professionnelles appellent à "déconfiner la Culture"

Date de publication : 01/03/2021 - 10:10

Dans une lettre ouverte intitulée "Un an sans public : la culture sacrifiée", publiée ce week-end dans *Le Parisien*, 24 organisations professionnelles de la Culture demandent notamment de "poursuivre les négociations menées pour la réouverture progressive des établissements culturels et donner une véritable visibilité aux professionnels sur leur calendrier de reprise".

C'est une première depuis la fermeture des lieux culturels. Toujours dépourvues de visibilité quant à un calendrier de réouverture, 24 organisations professionnelles de la Culture (cinéma, musique, théâtre, photographie...) font cause commune à travers une lettre ouverte où elles appellent l'Etat à "déconfiner la Culture", parue ce dimanche 28 février sur LeParisien.fr. La voici, in extenso.

"Les professionnels de la culture se mobilisent à l'approche d'un bien triste anniversaire.

Le 29 février 2020, à l'issue d'un Conseil des ministres exceptionnel, le ministre de la Santé annonçait plusieurs mesures pour éradiquer l'épidémie de Covid-19, dont l'annulation des rassemblements de plus de 5000 personnes dans les lieux fermés, très rapidement suivie par la fermeture des cinémas et des lieux de spectacle dans les premiers départements concernés. Premier secteur confiné, la culture est aujourd'hui l'un des derniers à le rester. A l'approche d'un 29 février 2021, date qui n'existera pas au calendrier, les acteurs culturels tiennent à rappeler à tous ce triste anniversaire, avant que leurs métiers n'existent plus.

Depuis un an, la culture est soumise à un stop and go répétitif et imprévisible : musées, théâtres, cinémas, salles de spectacles ou lieux d'expositions ont dû fermer, puis rouvrir, et fermer à nouveau. Elle n'a jamais pu bénéficier de visibilité sur son calendrier de reprise, alors que de nombreux centres commerciaux et commerces non essentiels ont pu rouvrir dès le 28 novembre. Cette discrimination semble d'autant plus injustifiée que le président de la République lui-même avait salué, en novembre dernier, le rôle majeur de la culture pour accompagner les Français dans cette période éprouvante : "La culture est essentielle à notre vie de citoyennes et de citoyens libres."

Un an de confinement pour la culture, cela signifie concrètement que de très nombreux artistes, auteurs et créateurs ne peuvent plus pratiquer leur métier, ni vivre de leur art. L'interdépendance de leurs activités entraîne un effet domino préjudiciable pour l'ensemble des secteurs créatifs.

L'impact économique de la crise sanitaire sera durable pour la culture avec des chutes de revenus massives observées au niveau européen : – 76 % pour la musique, – 90 % pour le spectacle vivant (source : étude EY, *Rebuilding Europe : the cultural and creative economy before and after Covid-19*) ; 56 % des artistes des arts visuels ont perdu plus de 50 % de leurs revenus (source : enquête ADAGP sur les effets de la crise et les mesures d'aide pour les artistes des arts visuels) et on observe une baisse de 70 % de fréquentation des salles de cinéma françaises (source CNC : *Fréquentation cinématographique, année 2020*).

En France, 1,3 million d'emplois portés par les industries culturelles et créatives sont directement menacés et l'impact de la crise sanitaire a fait chuter son chiffre d'affaires de 91 milliards d'euros à 62 milliards d'euros, soit une perte de 32 % (source : EY pour France Creative, Janvier 2021).

Comme le redoutent de nombreux professionnels de la culture depuis plusieurs mois, la France risque tout simplement de créer une « génération sacrifiée » d'artistes et d'acteurs culturels. Nombre d'entre eux vont devoir renoncer à leur métier, faute de pouvoir en vivre ; et de très nombreux talents en devenir ne pourront jamais éclore. C'est une véritable urgence nationale, qui met en cause l'avenir de notre modèle culturel.

Le confinement de la culture n'est en rien une fatalité, mais au contraire un choix politique qui doit être débattu. Pourquoi la France ne s'inspire pas de l'exemple de certains de ses voisins européens, qui ont déconfiné avec succès leurs lieux culturels alors qu'ils se trouvent dans un contexte sanitaire équivalent au nôtre, voire plus grave ? C'est le cas par exemple de l'Espagne, dont les spectacles et les cinémas ont repris depuis l'été dernier, avec un protocole sanitaire strict ; ou de l'Italie, qui a rouvert le 18 janvier ses institutions culturelles dans les six régions les moins exposées au Covid-19.

Pays d'Europe le plus endeuillé, l'Angleterre a annoncé récemment sa stratégie de déconfinement de la culture avec une réouverture des salles de spectacles et de cinéma dès le 17 mai prochain suivie de la réouverture des salles de concerts le 21 juin. Outre-Atlantique, les cinémas vont rouvrir dès le 5 mars à New York.

Nous saluons les "expérimentations" dans certains secteurs du spectacle vivant récemment annoncées par les professionnels visant à sécuriser un modèle permettant la réouverture de ces lieux de spectacle, qui n'ont jamais pu rouvrir en 2020, dans le contexte d'épidémie de Covid-19.

Nous appelons l'Etat à déconfiner la culture, dans des conditions compatibles avec le fonctionnement et le modèle économique de chacun. Concrètement, cela suppose un changement de méthode :

- Poursuivre les négociations menées pour la réouverture progressive des établissements culturels et donner une véritable visibilité aux professionnels sur leur calendrier de reprise et, étape par étape, afin qu'ils puissent les anticiper et s'y préparer au mieux. Un festival, une exposition ou la sortie d'un film, cela peut être des mois de préparation !
- Accélérer la mise en œuvre des aides prévues par le plan de relance, et développer des mesures complémentaires pour accompagner les artistes, les auteurs et créateurs, et l'ensemble des professionnels de nos secteurs et répondre à certains besoins auxquels il n'a pas encore été répondu : par exemple la mise en place de financements pérennes pour certains équipements des salles dans le respect des contraintes sanitaires

Nous, acteurs de la Culture, prendrons toute notre part à l'indispensable renforcement du dialogue avec l'Etat pour préparer cette reprise.

Il est temps de déconfiner la culture : ensemble, relevons ce défi !"

Les signataires de cette appel sont : l'Adagp (Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques), le Camulc (Syndicat national des cabarets, music-halls et lieux de création), la Cipac (Fédération des professionnels de l'art contemporain), Diagonal (Réseau national des structures de diffusion et de production de photographie), la FNCF (Fédération nationale des cinémas français), la Fevis (Fédération ensembles vocaux instrumentaux spécialisés), Les Forces musicales, la Fraap (Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens), l'ARP (Société civile des auteurs réalisateurs producteurs), le Map (Réseau des musiques actuelles de Paris), le Prodiss (Syndicat national des producteurs, diffuseurs, festivals et salles de spectacle musical et de variété), le Profedim (Syndicat professionnel des producteurs, festivals, ensembles, diffuseurs indépendants de musique), la Sacem (Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique), la Scam (Société civile des auteurs multimédia), le SMA (Syndicat des musiques actuelles), le SNSP (Syndicat national des scènes publiques, le Socle (Syndicat des organisateurs culturels libres et engagés), la SPPF (Société civile des producteurs de phonogrammes en France), la SRF (Société des réalisateurs de films), le Syndeac (Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles), le SNDTP (Syndicat national du théâtre privé), Technopol, Théâtres privés et l'UPFI (Union des producteurs phonographiques français indépendants).

Roselyne Bachelot réagit

La ministre de la Culture, Roselyne Bachelot, a réagi à cette tribune dans les colonnes du *Parisien*. Concernant l'élaboration d'un calendrier de réouverture, elle estime que "on ne tarde en aucun cas, puisque ce n'est pas un calendrier que l'on prépare mais un cadre... que l'on dessine avec les acteurs eux-mêmes, ceux-là même qui nous interpellent aujourd'hui d'ailleurs ! Il y a plusieurs secteurs d'activité dans la culture, avec des enjeux, des réalités et des problématiques différentes". La ministre considère, par ailleurs, que "la culture n'est pas à l'arrêt dans notre pays : les captations, les résidences, les tournages, et les répétitions si importantes pour préparer des spectacles quand les lieux culturels vont rouvrir, sont maintenus".

Tout en reconnaissant qu'aucun cluster n'a jamais été identifié dans un lieu culturel, Roselyne Bachelot avance que "il faut quand même bien se dire qu'il y a forcément eu des personnes qui ont pu être contaminées lors de spectacles et qui se sont ensuite égaillées dans la nature ne permettant pas d'identifier de réels clusters. Ensuite, il y a eu des contaminations parmi les équipes artistiques, ce qui doit évidemment être pris en considération. Enfin et surtout je dirais, ce que nous combattons quand la pandémie est aïgue, c'est ajouter des flux de personnes aux flux existants. C'est la raison pour laquelle, dans notre préparation des réouvertures des lieux de culture, nous avons réfléchi à comment réguler les flux de personnes, par exemple en modulant les horaires d'ouverture".

Et la ministre de conclure. "Nous avons fait le choix de mobiliser plus de 7 milliards pour la culture depuis le début de la crise. C'est énorme et c'est un choix de société auquel je suis fière de m'associer. Jusqu'à ce que les différentes activités puissent reprendre pleinement, l'Etat sera solidement et solidairement aux côtés de chacun, autant que de besoin".

Kevin Bertrand

© crédit photo : Tour des Cinémas